



**Confédération
des syndicats nationaux**

**Mémoire
de la Confédération des syndicats nationaux**

**au ministère des Finances et de l'Économie
secteur des industries stratégiques**

**dans le cadre de la consultation
pour l'élaboration de la politique industrielle annoncée
lors du dernier Discours sur le budget**

21 février 2012

Confédération des syndicats nationaux
1601, avenue De Lorimier
Montréal (Québec) H2K 4M5
Téléphone : 514 598-2271
Télec. : 514 598-2052
www.csn.qc.ca

Table des matières

Introduction	7
Une stratégie industrielle, pourquoi ?.....	8
Un moteur de la croissance économique.....	8
Évolution de la conjoncture	9
La concurrence des pays à bas salaires.....	9
Politique industrielle et rôle de l'État.....	10
Redonner un élan.....	11
Les déterminants économiques.....	10
Conclusion.....	14

Avant-propos

La Confédération des syndicats nationaux (CSN) est une organisation syndicale composée de près de 2 000 syndicats qui regroupent plus de 300 000 travailleuses et travailleurs, principalement sur le territoire du Québec, réunis sur une base sectorielle ou professionnelle dans 8 fédérations, ainsi que sur une base régionale dans 13 conseils centraux.

Introduction

Le secteur manufacturier québécois a vécu de nombreuses difficultés depuis dix ans. Environ 160 000 emplois ont été perdus. Et le phénomène n'est pas unique au Québec, il se vit dans l'ensemble des pays développés.

Compte tenu de cette situation, on notait, encore jusqu'à récemment, une large acceptation du discours voulant que l'ère du manufacturier était révolue et que l'avenir des pays développés reposait essentiellement sur « l'économie du savoir » – comme si le secteur manufacturier était composé d'usines sales et de machines vieillottes. Dans une certaine mesure, on peut se questionner si ce projet économique dénudé du manufacturier dans les pays du Nord n'a pas abouti plutôt en une « Walmartisation » de nos économies.

Ainsi, en partie en raison de la crise économique (2008–2009) et de la nécessité d'une reconversion écologique¹, plusieurs décideurs et acteurs économiques ont repris conscience de l'importance d'un secteur manufacturier fort. Dans d'autres pays, des états généraux sur l'industrie manufacturière ont eu lieu. De nombreux appels ont été lancés aux décideurs politiques, dont à ceux des États-Unis². Plus récemment au Québec, une étude de Deloitte sur la relance du secteur manufacturier retenait une vive attention du monde patronal³. De plus en plus, on sent la possibilité de redonner ses lettres de noblesse à ce secteur dernièrement négligé.

Le fruit était donc mûr pour une réflexion syndicale sur la question. La CSN a toujours jugé primordial que les travailleuses et les travailleurs puissent porter une voie alternative sur l'avenir des secteurs au sein desquels ils œuvrent. Plus généralement, la confédération a de tout temps voulu transformer notre système économique pour qu'une autre vision du développement prenne forme : une vision plus égalitaire, démocratique et écologique.

La CSN est à pied d'œuvre depuis quelques moments déjà pour relancer le débat sur la question du secteur manufacturier. En 2010, notre colloque Gérard-Picard portait sur la question de l'avenir du secteur manufacturier. Les syndicalistes de tout le secteur privé ont pu y débattre de multiples enjeux avec des invités de provenances diverses. Lors du 63^e Congrès de la CSN en mai 2011, les délégué-es ont adopté une résolution pour interpeller les gouvernements canadiens et québécois de manière à ce qu'ils mettent en place une véritable politique industrielle favorisant la relance du secteur manufacturier. Comme CSN, nous faisons le pari d'une économie nationale forte et diversifiée, dans laquelle le secteur manufacturier jouera un rôle important, avec des incidences dans toutes

1. Reconversion industrielle qui réduit l'empreinte environnementale des activités humaines (production, consommation, transports, etc.)

2. Voir par exemple Boston Consulting Group (2011), *Made in America, Again: Why Manufacturing Will Return to the U.S.*

3. Deloitte (2012), *Le point sur le Québec manufacturier : des solutions pour l'avenir.*

les régions du Québec. Nous réclamons la mise en place d'une politique industrielle où l'État se donne un rôle proactif, où la qualité et la pérennité des emplois, ainsi que le développement durable, sont mis de l'avant.

Le présent mémoire est une synthèse du document sur la politique industrielle que nous vous avons fait parvenir. Ce document a été réalisé en collaboration avec nos fédérations plus directement concernées par le secteur manufacturier, à savoir la Fédération de l'industrie manufacturière et la Fédération du Commerce.

La première section de notre présentation porte sur l'analyse de l'évolution du secteur manufacturier ces dernières années. La seconde section apporte un éclairage sur les principes qui doivent guider une politique industrielle, de même que sur les rôles qu'ont à jouer l'État et les acteurs socio-économiques, dont les travailleuses et les travailleurs, à l'intérieur des stratégies de développement industriel. La troisième section pose un regard général sur les différents facteurs qui affectent la croissance économique et le développement du secteur manufacturier, dans la mesure où la politique industrielle est intrinsèquement reliée à une foule d'autres politiques économiques (politiques de main-d'œuvre, politiques scientifiques et d'innovation, etc.). La quatrième section examine les enjeux reliés au développement de certains secteurs qui nous ont paru singulièrement porteurs d'avenir ou qui, compte tenu de la conjoncture politique, devaient être examinés pour relancer l'action de l'État sur de nouvelles bases.

Une stratégie industrielle, pourquoi ?

Un moteur de la croissance économique

Certains affirment que nous vivons dans une économie postindustrielle axée sur les services et que le secteur manufacturier n'a plus l'importance qu'il avait auparavant.

Dans cette optique, les services à haute valeur ajoutée qui sont au cœur de l'économie du savoir (la finance, les groupes de consultation, les technologies de l'information et de la communication, la recherche et développement, l'ingénierie et le design) auraient remplacé le secteur manufacturier comme moteurs de croissance économique.

Désormais, le manufacturier serait même une activité bas de gamme que les pays industrialisés devraient laisser, pour l'essentiel, aux pays émergents. Disons-le tout net, cette vision des choses est erronée, déconnectée de la réalité des économies industrialisées qui connaissent le plus de succès. Le secteur manufacturier n'est pas chose du passé et demeure très important pour la croissance et le développement d'une économie nationale.

Depuis plusieurs années maintenant, le secteur manufacturier québécois connaît des difficultés. Les gouvernements, particulièrement celui du Québec, ont adopté nombre de mesures au fil des budgets afin de pallier les problèmes les plus urgents. Toutefois, une accumulation de mesures ne fait pas une stratégie de développement industriel. La CSN croit qu'il est grand temps qu'ils assument pleinement leurs responsabilités à l'égard du développement industriel et proposent des stratégies et des politiques proactives.

Les gouvernements ne doivent pas définir ces stratégies et ces politiques en vase clos, comme cela a été trop souvent le cas par le passé. La société québécoise a la maturité nécessaire pour que ces questions puissent être débattues dans le cadre d'un dialogue social continu où toutes les parties prenantes auront voix au chapitre. Les politiques publiques s'en trouveront enrichies et la mobilisation des acteurs socio-économiques n'en sera que plus forte.

Évolution de la conjoncture

Différents facteurs affectent la croissance économique et le développement de ce secteur dans la mesure où la politique industrielle est intrinsèquement liée à une foule d'autres politiques économiques (budgétaire et fiscale, d'emploi et de main-d'œuvre, commerciale, d'achat local, scientifique et d'innovation, énergétique, de gestion des ressources naturelles, etc.).

Tous les pays de l'OCDE ont connu une baisse du poids de l'emploi manufacturier dans leur économie. Toutefois, ceux qui s'en sont mieux tirés ont en commun d'avoir des secteurs manufacturiers orientés vers les produits à forte valeur ajoutée. C'est le cas notamment de l'Allemagne, du Japon et de la Suède.

La concurrence des pays à bas salaires

On cible souvent les délocalisations vers les pays émergents (Chine, Inde, etc.) comme cause du déclin de notre secteur manufacturier. Entre 2000 et 2009, la part de la production manufacturière mondiale réalisée par ces pays est passée de 35 % à 52 %. Par ailleurs, entre 2007 et 2009, les délocalisations qui ont eu lieu au Canada l'ont été majoritairement à destination des États-Unis, notamment dans le Sud où les salaires sont faibles et les protections sociales inexistantes.

Il faut cependant dire que certaines pertes d'emplois sont liées aux progrès technologiques ou au fait que l'échelle de production augmente.

Politique industrielle et rôle de l'État

L'État doit être partie prenante du développement économique sur son territoire. Le secteur manufacturier a des retombées importantes sur d'autres secteurs. On estime, en 2012, que pour 100 emplois créés dans celui-ci, il en résulte 67 autres chez des fournisseurs québécois (emplois indirects), en plus de ceux créés par effets induits (chaque nouveau dollar en salaire et en profit est en partie dépensé, ce qui stimule à nouveau l'économie québécoise).

Dans le cadre d'une politique industrielle adaptée au XXI^e siècle, les gouvernements doivent intervenir pour favoriser la modernisation continue du tissu économique, développer de nouveaux créneaux, soutenir les secteurs existants, accélérer la transition vers une économie verte, pallier le manque d'initiative du secteur privé dans certains domaines et organiser la concertation entre les acteurs économiques.

L'objectif ultime de cette politique industrielle est la création d'emplois de qualité, à temps plein, et cela, dans toutes les régions du Québec. Il en découlera une amélioration du niveau de vie de l'ensemble de la population ainsi que des générations futures d'autant plus si on s'assure que l'exploitation des ressources naturelles se réalise dans une perspective de développement durable et qu'elle se traduit non seulement par un maximum de retombées économiques, mais aussi par des revenus équitables pour l'État québécois.

Les déterminants économiques

À notre avis, le développement économique durable nécessite non seulement une politique industrielle qui réponde aux besoins et aux impératifs de tous les acteurs économiques et sociaux du Québec, mais aussi des politiques économiques affectant l'ensemble des secteurs, des mesures horizontales qui jouent favorablement sur les principaux déterminants de la croissance. Nous pensons entre autres à ceux-ci :

- Politique d'emploi et de main-d'œuvre
- Politique de développement durable
- Politique d'innovation et recherche-développement
- Politique de stimulation des investissements
- Politique commerciale
- Politique d'achat local
- Politique liée au taux de change
- Politique de gestion des ressources naturelles
- Politique de consolidation et développement du secteur de la transformation au Québec

Redonner un élan

Il est clair que l'État doit chercher à structurer le développement économique sur son territoire et, pour cela, il doit assumer un rôle central dans la coordination et la planification stratégique. Dans le secteur manufacturier, le laisser-faire ne peut mener qu'au déclin observé depuis une décennie.

La CSN a la ferme volonté de promouvoir son projet de politique industrielle, et ce, autant auprès des gouvernements que des acteurs socio-économiques.

Nous avons identifié les enjeux entourant huit secteurs d'activités porteurs d'avenir pour une politique industrielle structurée, les voici :

Production et transformation alimentaire

Ce secteur manufacturier et industriel est le plus important au Québec en matière d'emplois, soit 63 000. Pour poursuivre son développement et l'axer sur la création d'emplois de qualité, plusieurs enjeux sont à considérer.

Les enjeux :

- Renforcer l'approche filière;
- Résoudre les problèmes d'attraction et de rétention de la main-d'œuvre;
- Assurer la souveraineté alimentaire;
- Garantir la sécurité alimentaire;
- Établir une politique d'achat local et responsable dans les institutions publiques;
- Développer l'accès au marché pour les produits québécois;
- Accroître l'innovation.

Mines et transformation métallurgique

Ce secteur représente une faible part de l'économie, avec moins de 2 % du PIB québécois comparativement à 25 % en Australie. Toutefois, il regorge de potentiel. Le gouvernement du Québec doit jouer un rôle proactif dans le développement de toute la filière métallique et cesser de déployer des mesures visant principalement à servir les intérêts corporatifs des minières.

Interventions ciblées :

- Intervenir tôt dans le développement des projets miniers pour soutenir celui de l'ensemble de la filière (fournisseurs, mines, métallurgie, 2e et 3e transformations);
- Cibler le nombre d'emplois à créer dans l'ensemble de la filière;
- Miser sur le respect de l'environnement, de la santé des populations et des aspirations des communautés locales et autochtones;

- Favoriser la maximisation des retombées économiques dans les régions;
- Pousser une réflexion plus large sur le développement nordique;
- Consolider l'appui en matière d'innovation;
- Récupérer une juste part des retombées.

Industrie du bois, du papier et de la forêt

Dans les trois segments qui la composent, soit l'exploitation forestière, la fabrication de produits en bois, les pâtes et papiers, le nombre d'emplois a atteint un sommet en 2000, soit 91 393. En 2011, il n'était plus que de 59 748. Malgré les difficultés rencontrées, cette activité économique est majeure pour plusieurs régions. Les activités traditionnelles ont toujours leur place, mais l'industrie doit assurer sa pérennité.

Actions à poser :

- Pour les produits du bois : ajouter de la valeur à sa production; miser sur la différenciation et la qualité de ceux-ci et sur une connaissance plus pointue des besoins de la clientèle;
- Pour les pâtes et papiers : sauvegarder des usines de papier journal, en reconvertir pour d'autres créneaux, qu'il s'agisse de produits traditionnels (pâtes, papiers fins, produits d'emballage, papiers d'hygiène) ou de nouveaux produits (nanocellulose cristalline, nanofilaments de cellulose, gels de cellulose, etc.)

Aluminium

Ce secteur est l'un des secteurs industriels les plus importants au Québec. Il figure en tête de liste des exportations internationales québécoises (6,2 milliards de dollars en 2011). On estime que la production d'aluminium et la 1^{re} transformation génèrent 10 000 emplois. Ici, l'industrie est concentrée sur l'exploitation et la production d'alumine. La transformation de l'aluminium est un des maillons faibles de la filière. Il faut encourager le secteur de l'aluminium de son extraction jusqu'à sa transformation finale.

Des constats :

- L'industrie de la 2^e et 3^e transformations de l'aluminium a progressé, même si les résultats ne sont pas à la hauteur des attentes;
- L'industrie et les différents paliers gouvernementaux réorientent actuellement la stratégie de développement;
- Les trois grandes entreprises de l'aluminerie (RTA, Alcoa et Alouette) fondent beaucoup d'espoir sur l'essor du secteur des infrastructures et du matériel de transport en aluminium (ponts, viaducs, autobus et châssis de wagons de train de marchandises en aluminium) comme débouchés futurs.

Industrie chimique et des plastiques

Elle comprend une production très diversifiée et compte plusieurs sous-secteurs, tels les produits chimiques ménagers, industriels et de spécialité, produits de la pétrochimie, plastiques, caoutchoucs, composites, peintures et revêtements, chimie de la biomasse, etc. On y dénombre près de 50 000 emplois. Cette industrie alimente plusieurs autres secteurs industriels, dont les pâtes et papiers, le secteur minier et celui des transports. Elle connaît sa part de difficultés et les gouvernements doivent la soutenir.

Gestes à poser :

- Privilégier, dans l'optique du développement durable, les solutions pour approvisionner en hydrocarbures l'industrie chimique;
- Donner au secteur de l'électrochimie des tarifs d'électricité compétitifs;
- Maintenir des infrastructures ferroviaires adéquates et soutenir l'exportation;
- Encourager la synergie entre les industries minières et chimiques, de façon à valoriser les ressources minérales québécoises;
- Explorer les possibilités de développement du secteur de la chimie verte.

Fabrication de matériel de transport terrestre

L'industrie des équipements de transport terrestre regroupe un vaste champ d'activités comprenant les secteurs des véhicules commerciaux, spéciaux, récréatifs, de transport en commun, de défense et de sécurité et des véhicules légers. En 2011, le secteur de la fabrication de matériel de transport employait 35 500 personnes, un net déclin par rapport au sommet de 48 182 emplois de l'an 2000. Ce secteur pourrait être relancé.

L'électrification des transports collectifs aurait un effet structurant sur l'industrie québécoise de la fabrication d'équipements de transport collectif (train, métro, autobus). À terme, ce virage contribuerait à l'atteinte des objectifs du Québec en matière de changements climatiques puisque ce secteur génère plus de 40 % des émissions de gaz à effet de serre (GES).

Conditions gagnantes :

- Accélérer l'électrification des transports collectifs;
- Développer une filière des véhicules électriques.

Secteur éolien

Une étude produite en 2005 pour le compte du ministère des Ressources naturelles et de la Faune est venue confirmer que le Québec dispose d'un potentiel éolien considérable et intégrable au réseau électrique d'Hydro-Québec. La filière éolienne est avantageuse à

plusieurs égards. Il faut donc que le gouvernement du Québec planifie l'accélération de son développement.

Avantages :

- L'intégration de l'hydraulique et de l'éolien rendrait moins nécessaire le développement de nouveaux mégawatts sur des rivières vierges;
- Un développement accru de ce secteur est tout à fait compatible avec les objectifs économiques et environnementaux du gouvernement : réduction des GES, de la dépendance aux combustibles fossiles et du déficit commercial, électrification plus importante de l'économie, augmentation des exportations d'électricité, recours moins intensif à l'hydroélectricité;
- L'État québécois pourrait avoir accès directement aux profits générés;
- Son développement pourrait être réalisé par l'État ou par un autre mode de propriété collectif.

Technologies propres

Ce secteur regroupe un ensemble éclaté d'industries touchant à l'environnement : efficacité énergétique, énergies renouvelables, chimie verte, transports écologiques et gestion de l'environnement. Certaines sont relativement matures (réhabilitation des sols), alors que d'autres sont nouvelles (énergie hydrogène). Malgré tout, on peut dresser un bon nombre de constats qui s'appliquent à plusieurs segments : entreprises de petites tailles, accompagnement déficient dans leur croissance, difficultés à commercialiser leurs innovations au Québec et au Canada. Il serait pertinent de mieux soutenir ce secteur.

Mesures d'accompagnement

- Renforcer le maillage entre les entreprises de technologies propres qui développent des idées et les entreprises manufacturières qui pourraient les mettre à profit;
- Procéder au resserrement de certaines réglementations environnementales de manière à ce qu'elles soient créatrices d'emplois verts au Québec;
- Doter le Québec et le Canada d'un programme visant l'achat de technologies propres.

Conclusion

Certains affirment que nous vivons dans une économie postindustrielle axée sur les services et que le secteur manufacturier n'a plus l'importance qu'il avait auparavant. Dans cette optique, les services à haute valeur ajoutée qui sont au cœur de l'économie du savoir – tels que la finance, les groupes de consultation, les technologies d'information et de communication (TIC), la recherche et développement, l'ingénierie et le design – auraient remplacé le secteur manufacturier comme moteurs de croissance économique. Désormais,

le manufacturier serait même une activité bas de gamme que les pays industrialisés devraient laisser, pour l'essentiel, aux pays émergents. Disons-le tout net, cette vision des choses est erronée, déconnectée de la réalité des économies industrialisées qui connaissent le plus de succès.

Il est démontré que la performance du secteur de la fabrication demeure cruciale pour la bonne marche de l'ensemble de l'économie. Le secteur manufacturier est responsable d'une part importante des exportations, de l'innovation et des gains de productivité; c'est dans ce secteur que plusieurs des solutions technologiques pour la transition vers une économie verte seront identifiées et mises en application; le manufacturier est une source importante d'emplois de qualité; finalement, le secteur des services à haute valeur ajoutée ne peut maintenir son niveau d'excellence que dans le cadre de son interaction avec un secteur de la fabrication en santé. Il est donc évident que, contrairement à ce que véhicule une certaine idée de la modernité, le secteur manufacturier n'est pas chose du passé et demeure très important pour la croissance et le développement d'une économie nationale.

Depuis plusieurs années maintenant, le secteur manufacturier québécois connaît des difficultés. Les gouvernements, particulièrement le gouvernement du Québec, ont adopté nombre de mesures au fil des budgets afin de pallier les problèmes les plus urgents. Toutefois, une accumulation de mesures ne fait pas une stratégie de développement industriel. La CSN croit qu'il est grand temps que les gouvernements assument pleinement leurs responsabilités à l'égard du développement industriel et proposent des stratégies et des politiques proactives. Les gouvernements ne doivent pas définir ces stratégies et politiques en vase clos, comme cela a été trop souvent le cas par le passé. La société québécoise a la maturité nécessaire pour que ces questions puissent faire l'objet d'un débat dans le cadre d'un dialogue social continu où toutes les parties prenantes auront voix au chapitre. Les politiques publiques s'en trouveront enrichies et la mobilisation des acteurs socio-économiques n'en sera que plus forte.

Dans le cadre de ce partenariat renouvelé, le gouvernement fédéral et celui du Québec doivent mettre de l'avant une politique industrielle cohérente s'appuyant sur un ensemble de mesures horizontales agissant sur les déterminants de la croissance économique, mais aussi sur des stratégies sectorielles adaptées à chacun des secteurs d'activité. Il est clair qu'il ne suffit pas que les gouvernements mettent en place un environnement attractif pour les entreprises, conformément à l'idéologie néolibérale. L'État doit aussi chercher à structurer le développement économique sur son territoire, et pour cela il doit assumer un rôle central dans la coordination et la planification stratégique du développement économique. Dans le secteur manufacturier, le laissez-faire ne peut mener qu'au déclin observé depuis une décennie.

La plateforme sur la politique industrielle de la CSN met de l'avant plusieurs résolutions de nature horizontale et sectorielle qui sont susceptibles de redonner un élan au secteur manufacturier. Dans les mois qui viennent, cette plateforme sera présentée lors d'une tournée des instances des fédérations et des conseils centraux. La CSN compte aussi se servir de sa plateforme pour interagir avec d'autres acteurs économiques et pour revendiquer la relance du secteur manufacturier québécois auprès des gouvernements. Le plan d'action CSN en matière de politique industrielle sera aussi mis en œuvre, pour notamment faire la promotion des résolutions de la plateforme auprès des gouvernements. La CSN a l'intention de travailler fort pour faire renaître cette fierté du manufacturier. Nous avons la volonté ferme de promouvoir notre projet.

Pour la CSN, une politique industrielle offensive, c'est tout à la fois : soutenir les industries traditionnelles avec des modes de production plus économes en ressources naturelles, réussir la transition énergétique et écologique, développer une économie de qualité, répondre aux nouveaux besoins de la société, favoriser l'émergence de nouveaux emplois de qualité et de proximité par l'innovation et les technologies.

Ces choix de stratégie concernent toute la société : enjeux économiques, sociétaux, acceptabilité sociale, culture industrielle et attractivité des métiers et des emplois, progrès social. Chacune et chacun d'entre nous sont concernés par cette politique, et ce, à la fois comme consommatrice et consommateur, productrice et producteur ainsi que citoyenne et citoyen.

Des opportunités se dessinent pour une industrie du XXI^e siècle, porteuse de progrès économique et social, et qui ancre son futur dans un nouveau mode de développement durable. La CSN sera de ce voyage autour d'un projet commun qui nous rassemble et qui nous porte vers un avenir meilleur pour notre secteur manufacturier et industriel québécois.